

RAPPORT DE GESTION ET DE GOUVERNANCE 2019

du CONSEIL d'ADMINISTRATION
à l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Conseil d'Administration du 12 Juin 2020

INTRODUCTION

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale à l'effet de vous présenter notre rapport de gouvernement et gestion de la société et de vous inviter à statuer sur ce rapport et sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2019.

M. Nicolas LEONEL, Commissaire aux Comptes, vous donnera par ailleurs lecture de ses rapports.

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France. Ils respectent en particulier les dispositions du Règlement ANC 2015-06 de l'Autorité des Normes comptables relatif au plan comptable général.

Aucune dérogation à ses prescriptions légales n'est à signaler sur l'exercice clos.

Par ailleurs, aucune modification dans la présentation des comptes annuels ou dans les méthodes d'évaluation retenues, n'est intervenue par rapport à l'exercice précédent.

Au présent rapport est annexé le tableau faisant apparaître les **résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices**, conformément à l'article R225-102 du code de Commerce.

GOUVERNANCE DE LA SOCIETE

I – MANDATAIRES SOCIAUX

Président du Conseil d'administration :

M. Philippe SAUREL, représentant de Montpellier Méditerranée Métropole

Directeur Général :

Du premier janvier 2019 au 23 juin 2019, M. Cédric FIOLET.

A compter du 24 juin 2019, Mme Sandra VERNIER nommée par le Conseil d'Administration du 22 mars 2019 pour un mandat d'une durée de 5 ans.

Conseil d'Administration du 12 Juin 2020

Modalités d'exercice de la Direction Générale :

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers et exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous les réserves de ceux que la loi et les statuts attribuent expressément aux Assemblées Générales d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Toutefois le Directeur Général ne peut pas sans autorisation préalable du Conseil d'Administration :

- consentir toutes hypothèques et antichrèses, tous les nantissements sur les biens de la société,
- consentir tous les cautionnements sur les biens de la Société.

Le Directeur Général est autorisé à consentir des subdélégations ou substitution de pouvoirs et tous les mandats spéciaux.

Composition du Conseil d'administration

Le Conseil d'Administration de la société est composé de 18 administrateurs et 4 censeurs.

Les 18 postes d'administrateurs sont répartis au prorata du capital détenu soit 15 postes pour les actionnaires publics et 3 postes pour les actionnaires privés.

	ADMINISTRATEURS	REPRESENTANTS
P U B L I C	Montpellier Méditerranée Métropole (6 postes)	Michèle DRAY-FITOUSSI Stéphanie JANNIN Laurent JAOUL Jean-Pierre RICO Philippe SAUREL Bernard TRAVIER
	Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée (6 postes)	Hussein BOURGI Zina BOURGUET Nicolas COSSANGE Marie-Thérèse MERCIER Nadia PELLEFIGUE Virginie ROZIERE
	Ville de Montpellier (2 postes)	Chantal LEVY-RAMEAU Pascal KRZYZANSKI
	Département de l'Hérault	Michaël DELAFOSSE
	15 administrateurs	
P R I V E	Caisse des Dépôts et Consignations	Olivier CAMAU
	Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon	Christophe BRUNO
	Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier	André DELJARRY
	3 administrateurs	
	TOTAL	18 administrateurs

C E N S E U R S	Comité de la Foire internationale de la Vigne et du Vin	Jean BRIN
	Société d'Equipe ment de la Région Montpelliéraine	Christophe PEREZ
	SAS Financière de Participation BPS (Banque Populaire du Sud)	Pierre CHAUVOIS
	Groupe APPART'CITY	François SABATINO

Au cours de l'exercice 2019, il n'y pas eu de changement au sein du Conseil d'Administration.

L'Assemblée générale des actionnaires du 25 septembre 2019 a renouvelé, pour une durée de 6 ans qui se terminera à l'issue de l'assemblée générale qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025, le mandat suivant :

- a renouvelé le mandat de censeur de Monsieur BRIN du Comité de la Foire Internationale de la Vigne et du Vin

II – VIE ET FONCTIONNEMENT DE LA SOCIETE

Capital

Il n'y a pas eu de changement au capital social de la société au cours de l'exercice 2019. Il est de 15 833 230 euros divisé en 226.189 actions de 70 euros de valeur nominale.

Séances du Conseil d'administration

Au cours de l'exercice 2019, le Conseil d'administration s'est réuni aux dates suivantes:

- le 22 mars 2019
- le 12 juin 2019

Assemblée Générale

L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie :

- en AGO le 25 septembre 2019

Commissaires aux comptes

Titulaire : M. Nicolas LEONEL représentant de la SAS MAZARS CPA

Personnel

Au 31 décembre 2019, les effectifs de la Société étaient de 58 salariés, dont 1 personne en contrat à durée déterminée et 1 mandataire social.

III – LISTE DES MANDATS

Liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice :

	Autres mandats / fonctions	Société
Représentant Montpellier Méditerranée Métropole		
Michèle DRAY-FITOUSSI		
Stéphanie JANNIN	Administratrice	COMITE 21
	Administratrice	ATMO
	Administratrice	ALEC
	Administratrice	Etablissement Public Foncier Occitanie
	Administratrice	Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault
	Administratrice	Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO)
	Administratrice	Syndicat Hérault Energies (SHE)
	Administratrice	Syndicat mixte du Bassin du Lez (SYBLE)
Laurent JAOU	Gérant	SARL ESPACE INFO
	Administrateur	SERM
Jean-Pierre RICO	Administrateur	SA3M
	Administrateur	Syndicat mixte des transports en commun de l'Hérault - Hérault Transports
	Administrateur	SPLA L'OR AMENAGEMENT
	Administrateur	SPL Occitanie Events
	Administrateur	SIATEO
	Représentant	Syndicat d'aménagement de la gestion des étangs
	Représentant	Syndicat mixte du Bassin du Lez
	Représentant	Syndicat Mixte du Bassin de l'Or
	Représentant	Syndicat Général aux affaires régionales
	Représentant	Commission de contrôle des comptes (CCC)
	Représentant	Groupement des Autorités Responsables de Transport
Philippe SAUREL	Président	SA3M
	Président	ACM HABITAT
	Censeur du Conseil de Surveillance	SA AEROPORT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE
	Gérant	SCI Y S.
Bernard TRAVIER	Administrateur	OONMO
Représentant la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée		
Hussein BOURGI	Vice-Président	LANGUEDOC ROUSSILLON AMENAGEMENT
	Administrateur	ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER
Zina BOURGUET	Administratrice	OONMO
	Administratrice	Invest Sud de France
	Administratrice	SPL Occitanie Events
Nicolas COSSANGE	Administrateur	EPR PORT SUD DE France
	Administrateur	SPL Occitanie Events
Marie-Thérèse MERCIER	Présidente	SPL Occitanie Events
	Associée	Ernst&Young
	Administratrice	Montpellier Business School
	Vice-Présidente	AD'OCC SPL
	Administratrice	AxLR SATT
	Administratrice	Languedoc-Roussillon Aménagement (LRA)
Nadia PELLEFIGUE	Vice-Présidente	SPLA EUROPALIA
	Administratrice	SORIDEC
	Administratrice	SA MIDI PYRENEES CROISSANCE
	Administratrice	GIE
	Membre du Conseil de Surveillance	IRDI GESTION
	Membre du Conseil de Surveillance	IRDINOV
Virginie ROZIERE	Administratrice	SUD DE France DEVELOPPEMENT
Représentant la Ville de Montpellier		
Pascal KRZYZANSKI	Administrateur	SERM
	Administrateur	TAM
	Administrateur	Mercadis
	Administrateur	Régie des eaux Montpellier Méditerranée Métropole
	Conseiller	Métropole
	Adjoint au Maire	Ville de Montpellier
Chantal LEVY-RAMEAU	Administratrice	ACM HABITAT
	Administratrice	OONMLR
	Vice-présidente du conseil de surveillance	CHU Montpellier
	Administratrice	ADEME
Représentant le Département de l'Hérault		
Michaël DELAFOSSE	Administrateur	SPLA TERRITOIRE 34
Représentant CDC		
Olivier CAMAU	Administrateur	LANGUEDOC ROUSSILLON AMENAGEMENT
	Administrateur	SERM
	Administrateur	SATT AXLR
	Administrateur	BRL
Représentant Caisse d'Epargne		
Christophe BRUNO	Membre du Directoire	CAISSE D'EPARGNE L.R.
	Membre du Conseil d'administration	GIE BPCE Services Financiers
	Administrateur (représentant de la CE LR)	SLP
	Administrateur	SAS Méditerranée Immobilier
	Administrateur	SORIDEC
	Président (représentant de la CE LR)	SILR 6
	Président (représentant de la CE LR)	SILR 7
	Président (représentant de la CE LR)	SILR 8
	Président (représentant de la CE LR)	SILR 9
	Président (représentant de la CE LR)	SILR 12
	Président (représentant de la CE LR)	SILR 13
	Président (représentant de la CE LR)	SILR 14
	Président (représentant de la CE LR)	SILR 16
	Président (représentant de la CE LR)	SILR 17
	Président (représentant de la CE LR)	SILR 18
	Président (représentant de la CE LR)	SILR 19
Représentant CCI		
André DELJARRY	Président	SAS JNDA
	Administrateur	SERM
	Président	CCI Hérault
	Gérant	SARL RODEL
	Gérant	EURL ANIJU
	Gérant	SARL DEPRA
	Gérant	SARL NIJU
	Gérant	ANIJU
	Gérant	JUDEL
	Gérant	SCI LIENCO
	Gérant	CASAYO
	Gérant	Palmyers d'Agde
	Gérant	SCI LES CAMELIAS 1
	Gérant	SCI LES CAMELIAS 2
	Gérant	SCI LES CAMELIAS 3

Conseil d'Administration du 12 Juin 2020

IV – CONVENTIONS REGLEMENTEES

Conventions antérieures se poursuivant

Contractant	Date signature convention	Début convention	Fin convention	Nature prestations
Montpellier Méditerranée Métropole	19/12/2008	01/01/2009	31/12/2019	Convention de DSP: Redevance fixe Redevance de contrôle Redevance variable Taxe ordure ménagères (Provision 2019)
Montpellier Méditerranée Métropole	01/01/2017	01/01/2017	31/12/2019	Mise à disposition infrastructure haut débit
Festival Radio France		01/01/2018	31/12/2019	Droit d'usage et de jouissance des locaux (se poursuivant sans contrat)

Nouvelles conventions

Contractant	Date signature convention	Début convention	Fin convention	Nature prestations
Montpellier Méditerranée Métropole	23/12/2019	01/01/2020	31/12/2027	Convention de DSP: Redevance fixe Redevance variable Taxe ordure ménagères (Provision 2019)
OPERA ORCHESTRE NATIONAL MONTPELLIER OCCITANIE	15/02/2019	01/01/2019	31/12/2019	Droit d'usage et de jouissance des locaux
TAM	04/02/2009	01/01/2009	31/12/2019	Contrat de subdélégation pour l'exploitation et la gestion du Parc de stationnement Corum: Redevance fixe Redevance de contrôle Redevance variable
Montpellier Danse	24/01/2019	01/01/2019	31/12/2019	Droit d'usage et de jouissance des locaux (se poursuivant suite à la lettre de Cédric Fiolet)
SCET		01/04/2019	31/03/2020	Convention d'assistance et conseils d'experts 2019/2020
Occitanie Events		01/01/2019	31/03/2020	Refacturation de frais et mise à disposition de personnel

Conseil d'Administration du 12 Juin 2020

GESTION DE LA SOCIETE

V – ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2019

L'activité a été meilleure que prévue et relativement bonne au cours de l'année 2019 sur les deux sites Corum/Zenith Sud. Suite à la fin de la DSP Parc des Expositions Aréna au 31 décembre 2018, les données sont difficilement comparables d'un exercice à l'autre.

Il est toutefois possible d'analyser l'évolution des sites Corum et Zenith Sud d'une année à l'autre. Le nombre de manifestations est resté stable passant de 304 sessions en 2018 à 303 sessions en 2019 alors que la fréquentation est en légère baisse de 1,5%.

Il n'y a pas eu de grande évolution entre 2018 et 2019, la baisse de la fréquentation s'explique essentiellement par la baisse de 8 000 visiteurs sur l'activité MICE du Zenith (une convention importante avait eu lieu en 2018 alors qu'il n'y en a pas eu de significative en 2019).

Site	Nb sessions	Fréquentation
CORUM	-0,4%	-0,1%
ZENITH	0,0%	-4,0%
TOTAL	-0,3%	-1,5%

MARCHE	Nb Sessions	Fréquentation	Journées Participants
MICE	117	148 448	219 824
CONGRES	72	90 383	152 349
CORPORATE	32	14 265	19 875
SALONS	13	43 800	47 600
SPECTACLE	96	193 302	193 322
SPECTACLE	96	193 302	193 322
CULTURE	90	89 429	89 429
CULTURE	90	89 429	89 429
Total général	303	431 179	502 575

Le comparatif par marché donne les tendances suivantes pour 2019 :

- ✓ Pôle ou marché du MICE (Meeting Incentive, Conferences & Exhibitions) regroupant :

- Les congrès : +14% en nombre de sessions mais baisse de 3% de la fréquentation. Nous avons eu en effet des congrès importants en termes de fréquentations et non récurrents au cours de l'été 2018. La hausse du nombre d'événements n'a pas permis de compenser cette baisse de fréquentation.
 - Le corporate (conventions d'entreprises...) : -16% de participants avec 10% de sessions en plus. La convention LR Health & Beauty avait attiré 8 000 personnes au Zenith en 2018, il n'y a pas eu d'événement d'une telle ampleur en 2019.
 - Les salons accueillis : -9% de fréquentation et une baisse de 13% du nombre de sessions. Il y a eu 2 salons accueillis en moins en 2019.
- ✓ Pôle ou marché des spectacles qui désigne tous les concerts et spectacles : +6% de fréquentation avec 8% de sessions en plus. La hausse est liée à la forte croissance du spectacle au Corum et également à la bonne tenue de l'activité Spectacles au Zenith.
 - ✓ Pôle culture, qui regroupe, l'Orchestre et l'Opéra de Montpellier, le festival de Radio France et Montpellier Danse : -8% de fréquentation, -17% en termes de sessions.

VI – PRESENTATION DES COMPTES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2019

1) Faits marquants de l'exercice et événements post clôture

Le résultat de l'exercice 2019 enregistre un résultat net positif de **788 k€**, à comparer à une perte de - 2.489 k€ pour l'exercice précédent.

La Délégation de Service Public Corum Zénith a pris fin le 31 décembre 2019. Il n'y a pas eu d'impact significatif sur les comptes. Les immobilisations corporelles de type « biens de retour » ont été restituées au 31 décembre 2019 mais ces immobilisations avaient été préalablement intégralement amorties. Le 23 décembre 2019, suite à la décision du Conseil de Métropole, une nouvelle Délégation de Service Public de 8 années a été confiée à la société. Cette Délégation concerne l'exploitation du Corum et du Zenith Sud. Elle a commencé le premier janvier 2020 et se terminera le 31 décembre 2027.

Suite à la signature en février 2018 du protocole de résiliation du contrat de Délégation de service public du Parc Exposition et de l'Arena, le chiffre d'affaires et les charges de la société ont fortement baissé entre l'année 2018 et l'année 2019. De ce fait, les chiffres sont difficilement comparables d'une année à l'autre.

2) Le compte de résultat

2.1 Chiffre d'Affaires

Les comptes qui traduisent l'activité de 2 sites Corum, Zénith Sud pour l'année 2019 et de 4 sites pour l'année 2018 (Corum, Zenith Sud, Parc des Expositions et Aréna) sont présentés selon les règles légales et réglementaires en la matière.

Le Chiffre d'affaires s'établit à 12.514 k€ en 2019 contre 26.444 k€ en 2018. La baisse s'explique par la fin de la Délégation de Service Parc des Expositions et Aréna au 31 décembre 2018. En ce qui concerne la DSP Corum/Zenith, le chiffre d'affaires est stable à 12,5 M€. Le chiffre est stable au Corum comme au Zenith.

2.2 Résultat d'exploitation

Le total des produits d'exploitation s'élève à 13.157k€ contre 27.415 k€ en 2018.

Le total des charges d'exploitation s'élève à 12.370 k€ contre 28.619 k€ en 2018.

La baisse des produits et charges d'exploitation est liée à la fin de la DSP Parc des Expositions Arena au 31 décembre 2018.

Le résultat d'exploitation s'établit à 787 k€ contre -1.203 k€ en 2018.

2.3 Résultat financier et Résultat courant

Le résultat financier s'élève à +1 k€ contre -579 k€ en 2018. Les emprunts ayant été remboursés en fin d'année 2018, les charges d'intérêts sont nulles en 2019 et la société pu placer sa trésorerie sur des actifs sans risque en fin d'année 2019.

Le résultat courant est donc bénéficiaire de 788k€ contre un déficit de 1.782 k€ en 2018.

L'évolution du résultat courant s'établit comme suit :

Ratios résultats	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Chiffre d'affaires	25 178	25 821	26 405	29 763	27 243	26 700	26 444	12 514
Résultat courant	- 2 522	- 3 622	- 1 495	- 792	- 2 037	- 1 386	- 1 782	788
%	-10,0%	-14,0%	-5,7%	-2,7%	-7,5%	-5,2%	-6,7%	6,3%

2.4 Résultat exceptionnel et Résultat net

Le résultat exceptionnel impacte positivement les comptes pour un montant de 254 k€. Il est principalement la résultante de reprise sur provisions sur exercices antérieurs.

Le résultat net est positif de 788k€, à comparer à une perte de 2.490k€ en 2018.

3) Le bilan

Le total bilan s'établit à 21.788 k€ contre 25.940 k€ en 2018.

Au bilan, on peut noter les variations significatives suivantes, par rapport à l'exercice précédent :

- La baisse des autres créances. Consécutivement à la fin du contrat de Délégation de service public du Parc Exposition et de l'Arena avec prise d'effet au 31/12/2018, la Région Occitanie était redevable d'un solde qui a été payé au cours de l'exercice 2019 conformément aux accords.
- La hausse de la trésorerie (valeurs mobilières de placement) est liée au paiement de cette créance par la Région Occitanie.
- Les dettes fournisseurs et autres dettes ont également fortement baissé suite à la fin de la DSP Parc des Expositions Aréna.

VII – ACTIVITE ET RESULTATS DES PARTICIPATIONS DE LA SOCIETE

La société ne détient aucune participation.

VIII – EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE 2019 – PERSPECTIVES D'ACTIVITE POUR L'EXERCICE 2020

Ce début de l'année 2020 est marqué par la crise sanitaire du COVID 19 qui impacte fortement notre activité pour une durée difficile à évaluer à ce jour. Cette crise a des répercussions sur les capacités opérationnelles de notre structure et nos sites sont à l'arrêt sur décision préfectorale depuis mi-mars 2020. De ce fait, un chiffre d'affaires d'au moins deux millions d'euros a été perdu à cause de cette crise sanitaire.

Nous avons tout mis en œuvre pour maîtriser et limiter les impacts de la crise tant sur le plan sanitaire qu'économique (protection de nos salariés et de nos partenaires).

Sur le plan sanitaire, nous avons pris les mesures suivantes :

- Généralisation du télétravail,
- Mise en place de la meilleure protection possible de nos collaborateurs avec le respect des gestes barrière et la fourniture de masques et de gel hydro alcoolique à tous nos collaborateurs en cas de réunion
- Mise à disposition de nos sites afin d'être des centres d'accueil ou de tri dans le cadre de la lutte contre la maladie

Sur le plan économique, nous avons également pris les mesures suivantes afin de réduire les impacts de cette crise :

- Chômage partiel pour tous les salariés (l'activité moyenne est de moins de 50%)
- Réduction des couts hors forfait par l'arrêt de toute activité non nécessaire à la survie de l'entreprise
- Renégociation des contrats forfaitisés avec nos principaux partenaires (maintenance multi technique, nettoyage et PC sécurité).

Compte tenu des conditions très évolutives de la situation, la société n'est pas en mesure de donner une estimation plus précise des impacts du COVID 19 à ce jour.

IX – PROVISIONS POUR RENOUVELLEMENT ET GROSSES REPARATIONS

Corum et Zénith Sud

La convention prévoit une obligation d'entretien et de réparation pour tous les biens mis à disposition de la société lors de la délégation de service public et les biens acquis pendant la durée du contrat, hors clos et couvert qui restent à la charge de la Communauté d'Agglomération.

Pour ce faire, le Délégataire a l'obligation de constituer une provision renouvellement et grosses réparations, pour un montant de 3.000.000 € sur la durée du contrat. Cette provision est constituée depuis 2009 à raison de 300.000 € par an.

Le montant cumulé des travaux s'élève à 3 510 502 € dont 565 808 € pour l'exercice 2019.

La société ayant rempli ses obligations au 31 décembre 2019, le solde du compte de renouvellement est nul au 31 décembre 2019 (il était de 222 468 € inscrit au passif en compte provision pour renouvellement au 31 décembre 2018).

X – AFFECTATION DES RESULTATS

Il résulte des comptes que nous vous avons présentés que le résultat net de l'exercice s'élève à 787.979 €.

Nous vous proposons que cette somme soit affectée intégralement au report à nouveau portant celui-ci à -1.830.072€.

Montpellier Events n'a distribué aucun dividende sur les 3 derniers exercices.

XI – REINTEGRATION DES DEPENSES NON-DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du code général des impôts, nous vous signalons que les dépenses suivantes ont été réintégrées :

Taxe véhicule Société	5.198 €
Amortissement véhicules	5.081 €

XII – ENFIN, IL VOUS APPARTIENDRA DE VOUS PRONONCER

- sur le quitus à donner aux membres du Conseil d'administration pour leur gestion au cours de l'exercice 2019,
- le cas échéant sur les opérations mentionnées dans le rapport établi par votre Commissaire aux comptes, en application de l'article L 225-38 et s. du Code de Commerce.

Le Conseil d'administration

ETATS FINANCIERS

Au 31 décembre 2019



M O N T P E L L I E R
E V E N T S

ETATS FINANCIERS
AU 31 DECEMBRE 2019

MONTPELLIER EVENTS

ESPLANADE CHARLES DE GAULLE BP2200

34027 MONTPELLIER CEDEX 1

- SOMMAIRE -

Note préliminaire	2
BILAN	
Bilan - Actif	4
Bilan - Passif	5
COMPTE DE RESULTAT	
Compte de résultat partie 1	7
Compte de résultat partie 2	8
ANNEXES	
Règles et méthodes comptables	10
Immobilisations	20
Amortissements	21
Provisions et dépréciations	22
Créances et dettes	23
Charges à payer	24
Produits à recevoir	25
Charges et produits constatés d'avance	26
Transfert de charges	27
Charges et produits exceptionnels	28
Charges et produits sur exercices antérieurs	29
Composition du capital social	30
Variation des capitaux propres	31
Ventilation du chiffre d'affaires en K€	32
Engagements financiers	33
Rémunération des dirigeants	34
Parties liées	35
Effectifs moyens 2019	36
Résultats des 5 derniers exercices	37
Evènements postérieurs à la clôture	38

Note préliminaire

CONSEIL D'ADMINISTRATION

SEANCE DU 12 JUIN 2020

Etats Financiers au 31/12/2019

Le bilan au 31/12/2019 est d'un montant de 21 787 580 €uros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dont le total des produits est de 13 620 691 €uros, dégage un résultat de 787 979 €uros.

Cet exercice a une durée de 12 mois qui recouvre la période du 01/01/2019 au 31/12/2019, l'exercice précédent ayant une durée de 12 mois.

La S.A.E.M.L MONTPELLIER EVENTS exploite les 2 établissements suivants:

- En vertu d'une Délégation de Service Public avec Montpellier Méditerranée Métropole:
 - Le CORUM
 - Le ZENITH SUD

Les notes, dont la liste figure à la page ci-avant, font partie intégrante des comptes ici présentés.

BILAN

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	38 112		38 112	80 911
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	117 374	65 705	51 669	77 776
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	41 223	17 096	24 127	95 351
Autres immobilisations corporelles	59 091	18 702	40 389	166 058
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	50 465		50 465	465
Prêts				
Autres immobilisations financières				
ACTIF IMMOBILISE	306 265	101 503	204 763	420 562
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	168 674		168 674	193 268
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	25 783		25 783	1 462
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	4 181 469	644 904	3 536 564	3 980 600
Autres créances	1 349 182	6 000	1 343 182	13 627 876
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	14 970 620		14 970 620	5 367 594
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 508 821		1 508 821	2 289 169
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	29 174		29 174	59 625
ACTIF CIRCULANT	22 233 722	650 904	21 582 818	25 519 595
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	22 539 987	752 407	21 787 580	25 940 157

Bilan - Passif

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 15 833 230)	15 833 230	15 833 230
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	57 270	57 270
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-2 618 051	-128 252
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	787 979	-2 489 799
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	14 060 428	13 272 449
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 616 255	1 900 741
Provisions pour charges	116 684	294 148
PROVISIONS	1 732 939	2 194 889
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		32 163
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	10 166	10 166
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	671 533	691 370
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 749 571	5 167 308
Dettes fiscales et sociales	1 598 903	1 945 537
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	464 007	574 805
Autres dettes	500 033	2 051 469
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	5 994 213	10 472 818
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	21 787 580	25 940 157

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat partie 1

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises				65 715
Production vendue de biens				147 992
Production vendue de services	12 514 315		12 514 315	26 229 176
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	12 514 315		12 514 315	26 442 882
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			1 972	54 440
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			497 150	501 367
Autres produits			143 235	416 572
PRODUITS D'EXPLOITATION			13 156 672	27 415 262
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				15 870
Autres achats et charges externes			5 890 014	14 683 778
Impôts, taxes et versements assimilés			339 725	790 118
Salaires et traitements			2 515 624	4 549 676
Charges sociales			1 221 755	2 256 046
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			306 465	3 343 085
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			257 727	67 900
Dotations aux provisions			331 000	657 575
Autres charges			1 507 833	2 254 766
CHARGES D'EXPLOITATION			12 370 142	28 618 815
RESULTAT D'EXPLOITATION			786 530	-1 203 553
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			9 090	17 051
Autres intérêts et produits assimilés			3 708	2 125
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			12 798	19 176
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			11 342	598 519
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			11 342	598 519
RESULTAT FINANCIER			1 455	-579 343
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			787 985	-1 782 896

Compte de résultat partie 2

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	103 630	124 679
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 605	52 048 214
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	345 987	8 323 516
PRODUITS EXCEPTIONNELS	451 222	60 496 408
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	14 281	5 630 156
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	76 000	53 672 414
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	106 500	1 900 741
CHARGES EXCEPTIONNELLES	196 781	61 203 312
RESULTAT EXCEPTIONNEL	254 441	-706 903
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	250 182	
Impôts sur les bénéfices	4 264	
TOTAL DES PRODUITS	13 620 691	87 930 847
TOTAL DES CHARGES	12 832 712	90 420 645
BENEFICE OU PERTE	787 979	-2 489 799

ANNEXES

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France. Ils respectent en particulier les dispositions du Règlement ANC 2015-06 de l'Autorité des Normes comptables relatif au plan comptable général.

Aucune dérogation à ses prescriptions légales n'est à signaler sur l'exercice clos.

Par ailleurs, aucune modification dans la présentation des comptes annuels ou dans les méthodes d'évaluation retenues, n'est intervenue par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat de l'exercice 2019 enregistre un gain de 788k€, à comparer à une perte de 2.489k€ pour l'exercice précédent.

La Délégation de Service Public Corum Zénith a pris fin le 31 décembre 2019. Il n'y a pas eu d'impact significatif sur les comptes. Les immobilisations corporelles de type « biens de retour » ont été restitués au 31 décembre 2019 mais ces immobilisations avaient été préalablement amorties à 100%. Le 23 décembre 2019, suite à la décision du Conseil de Métropole, une nouvelle Délégation de Service Public de 8 années a été confiée à la société. Cette Délégation concerne l'exploitation du Corum et du Zénith Sud, a commencé le premier janvier 2020 et se terminera le 31 décembre 2027.

Les éléments marquants qui impactent le bilan et le compte de résultat de Montpellier Events au 31/12/2019 sont les suivants :

Suite à la signature en février 2018 du protocole de résiliation du contrat de Délégation de service public du Parc Exposition et de l'Arena, le chiffre d'affaires et les charges de la société ont fortement baissé entre l'année 2018 et l'année 2019. Ce protocole modifié par avenant au mois d'août 2019 avait également eu un certain nombre d'impacts significatifs sur les comptes 2018, pour rappel :

- Sortie des immobilisations corporelles et incorporelles du Parc des Expositions et de la Sud de France Arena pour leurs valeurs comptables nettes au 31/12/2018 soit respectivement 49 586 k€ et 2 414 k€.
- Transfert du solde des produits constatés d'avance relatif à la redevance liée à l'AOT du toit de la Sud de France Arena : 1 207 k€

Règles et méthodes comptables

- Reversement du solde final de la provision pour renouvellement non consommée : 127k€.
- Transfert des provisions de congés payés et autres dettes sociales des salariés transférés vers la société Occitanie Events pour 444 k€
- Transfert du solde des produits constatés d'avance relatifs aux abonnements Clubs et partenariats pour 300 k€ HT
- Cession des stocks de pièces de rechanges des équipements du Parc des Expositions et de la Sud de France Arena à leur coût historique : 67 k€
- Transfert des acomptes perçus sur les manifestations 2019 du Parc des expositions et de la Sud de France Arena : 1078 k€ TTC et transfert de la billetterie perçue d'avance pour le compte d'Occitanie Events : 52 k€
- Refacturation des dépenses engagées pour le compte des évènements 2019 du Parc des Expositions et de la Sud de France Arena : 137 k€

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles et méthodes comptables

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a. Immobilisations incorporelles

Dans cette rubrique figurent :

- La licence du bar pour 38.112 € (Corum)
- Les licences et logiciels informatiques pour 117 374€ (tous sites)

Pour rappel, le fonds de commerce qui était valorisé à 3.952.377€ correspondant à la valeur du fonds de commerce unique des salons propriété de Montpellier Events et qui avait été déprécié de 1.585.795 € à la clôture de l'exercice 2017 consécutivement à la signature du protocole de résiliation du contrat de délégation de service public du Parc Exposition et de l'Aréna a été cédé à la Région Occitanie pour un montant de 2.366.582 € au 31 décembre 2018.

Les logiciels sont amortis en linéaire sur une durée de vie de 1 à 5 ans.

b. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

La Délégation de Service Public Corum Zénith étant arrivée à son terme au 31 décembre 2019, les biens de retour d'une valeur brute de 5 004 396 Euros et d'une valeur nette nulle ont été rendus au Délégué. Ces biens ont de nouveau été mis à disposition du Délégué à compter du début de la nouvelle Délégation de Service Public, soit le premier janvier 2020.

Pour rappel, suite à l'application du protocole de résiliation toutes les immobilisations corporelles du Parc des Exposition et de la Sud de France Arena ont été soldées à leurs valeurs comptables nettes pour un montant global de 49 586 621 € au 31 décembre 2018.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif.

Règles et méthodes comptables

Les durées de vie retenues sont les suivantes, sans pouvoir excéder la durée de la Délégation de Service Public pour les biens de retour :

Type de biens	Durée de vie	Mode d'Amortissement
Matériel industriel	2 à 23ans	Linéaire
Agencements, installations	2 à 23 ans	Linéaire
Constructions	5 à 27 ans	Linéaire
Matériel de transport	1 à 5 ans	Linéaire
Matériel de bureau & Mobilier	2 à 15 ans	Linéaire
Matériel informatique	5 à 20 ans	Linéaire

c. Stocks

Il s'agit de pièces de pièces de rechange qui sont utilisées pour la maintenance de nos bâtiments et équipements.

Ces pièces sont inventoriées tous les ans et sont valorisées au coût historique.

d. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Règles et méthodes comptables

e. Biens affermés

Montpellier Méditerranée Métropole a confié à notre société une Délégation de Service Public à compter du 1er janvier 2009 pour l'exploitation du Corum et du Zénith, à travers une convention d'affermage de 10 ans arrivant à échéance le 31/12/2018.

Cette convention a été prorogée d'un an jusqu'au 31/12/2019. Les biens de retour ont été sortis de notre bilan à la fin de la Délégation de Service Public.

Le 23 décembre 2019, suite à la décision du Conseil de Métropole, une nouvelle Délégation de Service Public de 8 années a été confiée à compter du 1er janvier 2020. Cette Délégation concerne l'exploitation du Corum et du Zénith Sud et se terminera le 31 décembre 2027.

f. Redevance d'affermage

Pour **Montpellier Méditerranée Métropole**, la redevance est calculée selon les modalités suivantes :

- redevance fixe de 560.000 Euros révisable auquel se rajoutent
- 10 % des produits d'exploitations, plafonnée selon la marge nette (40 % pour une marge nette entre 0 et 600 K€, 50 % au-delà).

Le montant de la redevance totale annuelle 2019 s'élève à 1 320 249 euros à comparer à 1 577 338 € pour l'année 2018.

Pour la **Région Occitanie /Pyrénées-Méditerranée**, la redevance était calculée jusqu'au 31 décembre 2018 selon les modalités suivantes:

Une redevance fixe indexée de 631 108 euros à laquelle se rajoutait

Une redevance variable de 15% du Chiffre d'Affaires annuel diminué des amortissements de la construction de l'Arena.

Le montant de la redevance totale annuelle 2018 s'est élevé à 631 108 €

Règles et méthodes comptables

g. Provisions pour renouvellement et grosses réparations des installations concédées et affermées

La convention 2009-2019 prévoyait une obligation d'entretien et de réparation pour tous les biens mis à disposition de la société lors de la Délégation de Service Public et les biens acquis pendant la durée du contrat, hors clos et couvert qui restaient à la charge de la Métropole Montpellier Méditerranée.

Pour ce faire, le Déléataire avait l'obligation de constituer une provision pour renouvellement et grosses réparations, pour un montant de 3.000.000 €, augmenté de 300.000 € au titre de l'année 2019, soit 3.300.000€. Cette provision est constituée depuis 2009 à raison de 300.000 € par an (avec indexation).

Le montant cumulé des travaux s'élève à 3 510 502 € dont 565 808 € pour l'exercice 2019.

Le montant cumulé des dotations s'élève à 3 510 502 € dont 343 339 € pour l'exercice 2019.

La société ayant rempli ses obligations au 31 décembre 2019, le solde du compte de renouvellement est nul au 31 décembre 2019 (il était de 222 468 € inscrit au passif en compte provision pour renouvellement au 31 décembre 2018).

D'autre part, le subdéléataire n'a pas utilisé l'intégralité de sa provision pour renouvellement et grosses réparations. De ce fait, le subdéléataire devra reverser la somme de 124.834€ au délégataire, qui a son tour, le reversera à la Métropole Montpellier Méditerranée.

.

h. Autres informations

Le CICE a été supprimé et n'est plus applicable pour l'année 2019. Le CICE acquis au titre de l'exercice 2018 s'est élevé à 154 644 €.

Règles et méthodes comptables

i. Informations sur les contentieux soldés au cours de l'exercice

Litiges commerciaux

A l'exception d'un litige sur une partie du loyer du Festival Radio France pour les années 2018 et 2019, il n'y a pas eu de nouveaux litiges commerciaux significatifs au cours de l'exercice 2019.

j. Informations sur les contentieux en cours

Litiges sociaux :

Lors de la clôture des comptes au 31/12/2017, nous avons constaté que sept anciens salariés vacataires nous avaient assignés aux fins de requalification de leurs contrats à durée déterminée en contrats à durée indéterminés entre août 2017 et janvier 2018. Une provision de 570k€ avait été constatée.

Au cours de l'exercice 2018, six nouveaux cas de ce type se sont déclarés ou ont été portés à notre connaissance par un courrier de leurs avocats. Par ailleurs nous avons également reçu deux demandes sur des motifs différents et qui ont été provisionnées.

Au 31/12/2018, pour l'ensemble de ces 15 cas, après avis et estimation de nos conseils, un montant de 1 450 k€ avait été provisionné.

Au cours de l'exercice 2019, 4 cas ont fait l'objet d'une condamnation conforme à la provision et un nouveau cas a été provisionné. Il reste 12 litiges en cours pour un montant total de provision de 1 186k€.

D'autre part, considérant l'historique des contentieux :

- Par le passé, pour ce type de litige, notre société a été assignée 1 fois en 2006, 5 fois en 2009 et 1 fois en 2014. Ces procédures ont systématiquement abouti à une requalification de la relation de travail en contrat à durée indéterminée, mais n'ont abouti que deux fois à une requalification en contrat de travail à temps plein : en 2013, pour la procédure engagée en 2006, et en 2015, pour la procédure engagée en 2013.

Règles et méthodes comptables

- fin 2018, début 2019, 4 dossiers ont fait l'objet de condamnations similaires
- sur la période 2017/2018 une recrudescence d'assignations liée à l'arrêt du recours au CDD pour lui substituer la mise en place de contrat d'intérim a donc été observée et provisionnée ainsi que mentionnée ci-dessus

Ces éléments nous amènent à considérer un risque potentiel supplémentaire pour le futur que nous avons également, provisionné. Ce risque, relatif au personnel vacataire ayant été employé au cours des derniers exercices a été analysé ainsi :

- L'action en revendication de salaires ne pourrait concerner que les trois dernières années. Nous excluons les salariés vacataires dont le nombre d'heures annuel moyen est inférieur à 500 heures, nous estimons en effet qu'en dessous de ce seuil, les tribunaux ne considéreront pas qu'il s'agit de mise à disposition permanente au bénéfice de la société MONTPELLIER EVENTS.
- Nous excluons les salariés nous ayant déjà mis au contentieux

Ainsi, sur une population totale de 215 salariés étudiés (ayant travaillé pour la SAEM ME dans le cadre de contrats temporaires au cours des dernières années) nous pouvons considérer que 190 d'entre eux présentent un risque de contentieux que l'on peut qualifier de nul (passage en CDI) à très faible (horaire annuel moyen inférieur à 500 heures).

Nous déduisons de la population étudiée les 10 contentieux déjà avérés et en cours ayant fait l'objet d'un provisionnement standard dans les comptes au 31.12.2019.

Il en résulte que nous pouvons estimer un risque potentiel de contentieux constitué de 15 salariés en date du 31.12.2019.

Ce risque ne signifie pas qu'il se réalisera pour chacun d'entre eux, mais chacun d'entre eux serait susceptible de réclamer des sommes équivalentes à celles pour lesquelles nous avons été condamnés par le passé.

Les mesures mises en place depuis deux ans (intérim) porteront leurs fruits à échéance de trois ans (pour cause de prescription), mais ne viendront pas annuler le risque. Elles pourraient en atténuer les conséquences.

L'évaluation du risque potentiel et non avéré est donc valorisée de la manière suivante, sur uniquement la base des rappels de salaires en cas de requalification des contrats en CDI à temps plein, (à l'exclusion des indemnités de licenciement non provisionnables car absence de fait générateur):

Sur la base de la population identifiée, nous évaluons le nombre d'heures manquantes

Règles et méthodes comptables

annuelles entre les heures réellement réalisées et un horaire théorique temps plein de 1607 heures = delta horaire moyen annuel.

Nous multiplions ce delta horaire moyen annuel sur l'historique des contrats de la population concernés en se limitant à un maximum de 3 ans en arrière ou moins lorsque l'historique des relations contractuel est inférieur à 3 ans.

Nous valorisons le risque en utilisant un taux horaire moyen « prudent » de 14 Euros brut /heures auquel nous ajoutons les charges patronales.

Sur ces bases et à titre prudentiel, au 31.12.2019, ce risque potentiel et non avéré est de l'ordre de 860 K€ au 31 décembre 2019 (960 K€ au 31 décembre 2018).

Toutefois, la probabilité que des assignations soient effectivement lancées dans le futur sont conditionnées à nombreuses incertitudes (choix personnel de chaque salarié, exercice au cours desquels les éventuelles assignations interviendraient, évolution législative sur la réduction de la période de réclamation ...) : nous avons donc retenu un taux de probabilité de 50% qui nous amène à constituer une provision arrondie d'un montant de 430 K€ au 31 décembre 2019 (450K€ au 31 décembre 2018).

Cette provision n'a pas été déduite des résultats fiscaux 2018 et 2019.

Le montant total de la provision pour risques et litiges sociaux figurant au bilan au 31/12/2019 est donc de 1 616 k€ (1 900 k€ au 31 décembre 2018).

k. Informations sur les emprunts

Il n'y a plus d'emprunt contracté par la société à fin décembre 2019.

Consécutivement à la résiliation anticipée du contrat de la DSP du Parc des Expositions, le capital restant dû des emprunts contractés pour le financement de l'Arena a fait l'objet d'un remboursement anticipé fin décembre 2018. Le montant global de remboursement sur l'ensemble de nos emprunts pour l'exercice 2018 est de 27.307 k€.

I. Participation des salariés

Conformément à l'accord d'entreprise, une réserve spéciale de participation a été

Règles et méthodes comptables

constituée à hauteur de 20% du résultat comptable avant impôt.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 034 231		6 209
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	729 497		10 800
Installations générales, agenc., aménag.	1 103 328		1
Matériel de transport	991		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	1 351 450		23 689
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 185 266		34 490
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés	465		50 000
Prêts et autres immobilisations financières			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	465		50 000
TOTAL GENERAL	5 219 962		90 699

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		1 884 954	155 486	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.		699 073	41 223	
Installations générales, agencements divers		1 103 329		
Matériel de transport		991		
Matériel de bureau, informatique, mobilier		1 316 048	59 091	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 119 441	100 314	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés			50 465	
Prêts et autres immobilisations financières				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			50 465	
TOTAL GENERAL		5 004 396	306 265	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 875 544	75 117	1 884 956	65 705
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	634 145	81 989	699 038	17 096
Installations générales, agenc. et aménag. divers	984 087	119 242	1 103 329	
Matériel de transport	991		991	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 304 633	30 116	1 316 048	18 702
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 923 856	231 348	3 119 406	35 798
TOTAL GENERAL	4 799 400	306 465	5 004 362	101 503

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	1 900 741	61 500	345 987	1 616 255
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations	222 464	343 340	565 803	
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	71 684	45 000		116 684
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	2 194 889	449 840	911 790	1 732 939
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients	440 839	257 728	53 662	644 904
Autres dépréciations	6 000			6 000
DEPRECIATIONS	446 839	257 728	53 662	650 904
TOTAL GENERAL	2 641 728	707 567	965 452	2 383 843
Dotations et reprises d'exploitation		601 067	619 466	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		106 500	345 987	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES		Montant brut	1 an au plus	plus d'un an	
Créances rattachées à des participations					
Prêts					
Autres immobilisations financières					
Clients douteux ou litigieux		772 008	772 008		
Autres créances clients		3 409 461	3 409 461		
Créance représentative de titres prêtés					
Personnel et comptes rattachés		5 275	5 275		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux		13 745	13 745		
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices		371 051	371 051		
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée		494 966	494 966		
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés					
Etat, autres collectivités : créances diverses		282 106	282 106		
Groupe et associés					
Débiteurs divers		182 039	182 039		
Charges constatées d'avance		29 174	29 174		
TOTAL GENERAL		5 559 824	5 559 824		
Montant des prêts accordés en cours d'exercice					
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice					
Prêts et avances consentis aux associés					
ETAT DES DETTES		Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine					
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers		10 166	10 166		
Fournisseurs et comptes rattachés		2 749 571	2 749 571		
Personnel et comptes rattachés		589 056	589 056		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		347 326	347 326		
Etat : impôt sur les bénéfices					
Etat : taxe sur la valeur ajoutée		636 837	636 837		
Etat : obligations cautionnées					
Etat : autres impôts, taxes et assimilés		25 683	25 683		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		464 007	464 007		
Groupe et associés					
Autres dettes		500 033	500 033		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance					
TOTAL GENERAL		5 322 680	5 322 680		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		32 073			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés					

Charges à payer

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER				
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				
16884000	INTERETS COURUS SUR EMPRUNT		90	-90
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES			90	-90
DETTE FOURNISSEURS CPTE RATTACH				
40811000	FOURNISSEURS FACT NP BS	1 480 512	2 053 293	-572 781
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTE RATTACH		1 480 512	2 053 293	-572 781
DETTE SUR IMMOBILISATIONS				
40840000	FOURNISSEURS FACT NP IMMOBILI	41 783	253 831	-212 048
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		41 783	253 831	-212 048
AUTRES DETTES				
41981000	CLIENTS RRR A ACCORDER ET AUTR		41 270	-41 270
46861000	DIVERS CHARGES A PAYER	15 997	40 591	-24 594
46862000	DIVERS - CHARGES A PAYER OE	455 925	1 934 985	-1 479 061
TOTAL AUTRES DETTES		471 922	2 016 846	-1 544 924
DETTE FISCALES ET SOCIALES				
42821000	PERSONNEL PROVIS CP SALAI	175 035	160 484	14 551
42822000	PROVISION PERSON SAL CET	50 925	71 025	-20 100
42840000	PERSONNEL PROVIS PARTICIPAT	250 182		250 182
42861000	PERSONNEL FRAIS DEPLACEMENTS		898	-898
42862000	PERSONNEL AUTRES CHARGES A PA	98 946	68 927	30 019
43861000	ORG SOCIAUX CHARGES A PAYER	127 697	116 854	10 843
43862000	ORGANISMES SOCIAUX CHARGES A P	24 736	25 533	-797
44868000	ETAT AUTRES CHARGES A PAYER-S	14 858	94 776	-79 917
44869000	ETAT-AUTRES CHARGES A PAYER -		-79 605	79 605
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		742 380	458 891	283 488
TOTAL CHARGES A PAYER		2 736 597	4 782 951	-2 046 354

Produits à recevoir

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
41811000	CLIENTS FACTURES A ETABLIR	707 952	448 843	259 108
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		707 952	448 843	259 108
AUTRES CREANCES				
42871000	PERSONNEL PRODUITS A RECEVOIR		3 115	-3 115
43871000	ORG SOCIAUX IJ A RECEVOIR	2 396	9 478	-7 082
44878000	ETAT PRODUITS A RECEVOIR	282 106	170 699	111 407
46871000	DIVERS PRODUITS A RECEVOIR	25 166	374 720	-349 554
46872000	DIVERS - PRODUITS A RECEVOIR O	156 873	360 526	-203 654
TOTAL AUTRES CREANCES		466 541	918 538	-451 998
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS				
51871000	INTERETS COURUS A RECEVOIR	3 806		3 806
TOTAL BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS		3 806		3 806
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		1 178 298	1 367 382	-189 083

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48611000	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	29 174	59 625	-30 452
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		29 174	59 625	-30 452

Transfert de charges

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
TRANSFERTS DE CHARGES EXPLOITATION	32 265	79111
TRANSFERTS DE CHARGES FORMATION FAFIEC	3 500	79112
TRANSFERT DE CHARGES REMBT ASSURANCES		79116
TRANSFERT DE CHARGES TRAVAUX REFACTURES	788	79117
TRANSFERT DE CHARGES PERSONNEL	270 045	79118
TRANSFERT DE CHARGES MPT EVENTS- OCCITANIE EVENTS	136 890	79119
TOTAL	443 488	

Charges et produits exceptionnels

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLE S/ OP DE GESTION	864	67181 & 67121
PROVISION LITIGES SOCIAL	137 500	68751
PROVISION LITIGES SINISTRES	45 000	67881
CHARGES EXCEPT S/ EXCERCICE ANTERIEUR	13 417	67211
TOTAL	196 781	

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
AUTRES PRODUITS EX SUR OPERATIONS DE GESTION	9 284	77181 & 77182
PCEAC CORPORELS	1 605	77522
REPRISE PROVISION LITIGES SOCIAL	345 987	78751
AUTRES PRODUITS EX S/ EXERCICES ANTERIEURS	94 346	77211
TOTAL	451 222	

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES S/ EXCERCICE ANTERIEURS	13 417	67211000
TOTAL	13 417	



MONTPELLIER
EVENTS

Composition du capital social

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	226 189			70
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Variation des capitaux propres

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		13 272 449
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		13 272 449
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées		
Autres variations		
Résultat de l'exercice		787 979
	SOLDE	787 979
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		14 060 428

K€

26 443 -52,68 %

Engagements financiers

Rubriques	Montant hors bilan
Effets escomptés non échus Avals et cautions	
<u>TOTAL ENGAGEMENTS RECUS</u>	0
Engagements de retraite La gestion des Indemnités de Fin de Carrières a été confiée à une société d'assurance. Le solde disponible au 31/12/2019 s'élève à 196 461,21€ . le montant de l'engagement est estimé au 31/12/2019 à 596 430€ . La différence n'a pas été provisionnée.	
<u>TOTAL ENGAGEMENTS DONNES</u>	0

Rémunération des dirigeants

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Engagements financiers				
Engagements de retraite				
Avances et crédits alloués				
Rémunérations allouées	112 335		112 335	

Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

Remboursements opérés pendant l'exercice :

Parties liées

PARTIES LIEES	% DE PARTICIPATION	NATURE DE LA RELATION AVEC LA PARTIE LIEE	IMPACT AU BILAN (ACTIF) SOLDE AU 31/12	IMPACT AU BILAN (PASSIF) SOLDE AU 31/12	IMPACT AU COMPTE DE RESULTAT (CHARGE) SOLDE AU 31/12	IMPACT AU COMPTE DE RESULTAT (PRODUIT) SOLDE AU 31/12
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	35,54%	Redevances	-	936 831	1 444 633	-
		Refacturation Teom	-	182 872	89 372	-
		Partenariat et autres	39 299	-	5 000	52 614
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE / PEGASE		Mise à disposition infrastructure haut débit	-	2 484	2 070	-
REGION OCCITANIE	37,65%	Partenariat et autres	41 609	19 040	-	38 910
		protocole résiliation	-	-	-	-
VILLE DE MONTPELLIER	9,29%	Loyer	286 278	-	-	488 279
		Partenariat et autres	-	-	-	-
ENERGIE DU SUD/ SERM	1,67%	Refacturation photovoltaïque	- 906	- 35 208	-	-
SCET	1,67%	Refacturation conseil & formation	-	900	-	-
TAM		Redevance	29 043	-	-	331 960
		abonnement parking	-	1 194	19 220	-
		solde GER fin DSP	149 261	-	-	124 384
OONM		Loyer	308 697	225	-	3 053 325
FESTIVAL DE RADIO France		Loyer	625 812	21	-	714 789
MONTPELLIER DANSE		Loyer	2 712	-	-	390 246
SPL OCCITANIE EVENTS		protocole scission SAEML/SPL	793 278	938 179	134 174	497 604

Effectifs moyens 2019

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES ET ASSIMILES	30	
AGENTS DE MAITRISE ET TECHNICIENS	24	
MANDATAIRE SOCIAL	1	
TOTAL	55	

Résultats des 5 derniers exercices

Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)	31/12/2019 12	31/12/2018 12	31/12/2017 12	31/12/2016 12	31/12/2015 12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	15 833 230	15 833 230	36 868 807	36 868 807	36 868 807
Nombre d'actions					
- ordinaires	226 189	226 189	226 189	226 189	226 189
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	12 514 315	26 442 882	26 700 517	27 243 760	29 763 436
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	1 644 468	-4 980 673	3 106 675	2 403 934	3 785 401
Impôts sur les bénéfices	4 264				-6 000
Participation des salariés	250 182				
Dot. Amortissements et provisions	602 043	-2 490 874	12 382 050	4 624 373	4 515 500
Résultat net	787 979	-2 489 799	-9 275 375	-2 220 439	-724 099
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	6,15	-22,02	13,73	10,63	16,76
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	3,48	-11,01	-41,01	-9,82	-3,2
Dividende attribué	0	0	0	0	0
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	54	125	125	120	118
Masse salariale	2 515 624	4 549 676	4 774 841	5 388 424	5 306 160
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	1 221 755	2 256 046	2 287 033	2 446 484	2 587 584

Evènements postérieurs à la cloture

Les activités de la société ont commencé à être affectées par le COVID-19 au premier trimestre 2020 et l'entité s'attend à un impact négatif sur son chiffre d'affaires et sa marge sur l'exercice 2020.

La société, compte tenu du caractère récent de l'épidémie et des mesures annoncées par le gouvernement pour aider les entreprises, n'est toutefois pas en capacité d'en apprécier l'impact chiffré éventuel.

A la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration des états financiers 2019, la Direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.